

Peu de monde pour la rentrée des «gilets jaunes», marquée par quelques heurts

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 7 SEPTEMBRE 2019

Les manifestations des « gilets jaunes » ont peu mobilisé ce samedi 7 septembre. À Montpellier et à Rouen, quelques affrontements ont eu lieu. Mais le rendez-vous décisif pour l'avenir du mouvement aura lieu le 21 septembre, avec l'appel à une manifestation parisienne.

Ce samedi 7 septembre sonnait la rentrée du mouvement des « gilets jaunes ». Une rentrée plutôt en douceur, en attendant celle, espérée plus importante, du 21 septembre. **Certains collectifs** ont, au reste, appelé gilets jaunes et marcheurs pour le climat, qui doivent aussi manifester ce même 21 septembre, à se rejoindre et à défiler ensemble. En attendant, les protestataires étaient présents dans plusieurs centres-ville de France, où, souvent, les préfets avaient signé des arrêtés d'interdiction de manifestation. Dès lors, des heurts se sont souvent produits avec les forces de l'ordre lors de cet « acte 43 ».

À **Rouen**, selon *Paris-Normandie*, environ 1 000 personnes ont pénétré dans le périmètre interdit pour se diriger vers la Banque de France. Des échauffourées ont immédiatement éclaté en fin de matinée et des gaz lacrymogènes ont été tirés, tandis que quelques dégradations ont été commises : la vitrine du siège de l'union des propriétaires immobiliers de Seine-Maritime a été brisée et quelques poubelles incendiées. Selon l'AFP, il y aurait eu 21 interpellations dans la capitale normande.

À **Montpellier**, qui était le lieu du rendez-vous national, la mobilisation était plus notable : entre 1 500 personnes selon la préfecture et 3 000 selon les organisateurs se sont retrouvées devant la gare pour défiler dans le centre-ville vers 14 heures. La situation a rapidement dégénéré, des vitrines ont été brisées et une voiture de la police municipale a été incendiée. Cette voiture n'avait apparemment pas d'occupants et les vidéos montrent des gilets jaunes tentant de maîtriser le feu. En fin d'après-midi, la

tension restait forte sur la place de la Comédie, au cœur de Montpellier, où les forces de l'ordre faisaient usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser les gilets jaunes.

Ailleurs, les mobilisations sont demeurées modestes. Ils étaient 500 à Toulouse, selon la *Dépêche du Midi*, ce qui était cependant beaucoup plus que la centaine enregistrée la semaine passée pour l'acte 42. Auparavant, un cortège de « 100 à 120 » gilets jaunes avait manifesté à Foix, chef-lieu de l'Ariège. À Lille, *La Voix du Nord* comptait 400 manifestants pour un défilé marqué par un bris de vitrine et quelques poubelles brûlées. Autant de gilets jaunes ont manifesté à Strasbourg, selon les *Dernières nouvelles d'Alsace*. Même si certains ont dépassé le parcours autorisé jusqu'au Parlement européen, aucun heurt n'a été signalé.

À Bordeaux, la tenue du « campus » de rentrée de La République en Marche avait conduit les autorités à quadriller le centre-ville. Selon *Sud-Ouest*, une centaine de manifestants ont tenté en vain de manifester dans le centre-ville, tandis que « quelques dizaines » de personnes ont été repoussées devant le centre des expositions où se tenait la réunion du parti présidentiel.

Enfin, à Paris, où les Champs-Élysées restent interdits à la manifestation, quelques dizaines de personnes ont tenté de se retrouver aux abords de l'avenue. Cinquante-cinq personnes auraient été verbalisées, dont Éric Drouet, une des figures de proue du mouvement. Plus tard, une autre tentative avenue Kléber a aussi été rapidement dispersée. Une autre petite manifestation a été signalée près des Invalides et a également été dispersée.

Si la persistance de manifestations et d'occupations de ronds-points depuis 43 semaines reste remarquable, cette rentrée du mouvement semble clairement avoir peu mobilisé, même si les manifestants semblaient plus nombreux que la semaine dernière. On est encore très loin du « septembre noir » promis par certains gilets jaunes pour le gouvernement. Les deux prochaines semaines seront décisives pour la survie du mouvement. Le 14 septembre, le rendez-vous national

sera à Nantes, ville encore marquée par le décès tragique de Steve Caniço lors de la fête de la musique le 21 juin.

Et le 21 septembre, une mobilisation parisienne semble se dessiner, sans doute sur les Champs-Élysées. L'ampleur de cette mobilisation dans la capitale, où se profilent déjà d'inévitables

affrontements avec les forces de l'ordre, sera déterminante pour savoir si le mouvement peut encore demeurer une épine dans le pied du gouvernement. Nul doute qu'un des éléments clés sera la capacité de se rapprocher des autres mouvements de protestation actuels : urgences médicales, retraites et climat notamment.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.